

Habiter autrement la Création

**Au nom de leur foi, des chrétiens, orthodoxes, protestants
et catholiques s'engagent pour la justice climatique**



Guy Aurenche, président du CCFD-Terre Solidaire ;
Mgr Yves Boivineau, évêque d'Annecy, président de Justice et Paix France ;
Mgr Jean-Luc Brunin, évêque du Havre, président du Conseil famille et société ;
François Clavairolly, président de la Fédération protestante de France ;
Métropolitaine Emmanuel de France, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France ;
Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique-Caritas France ;
François Payol, président de la Délégation catholique pour la coopération ;
Mgr Hervé Giraud, prélat de la Mission de France ;
Bertrand Hériard Dubreuil sj, directeur du CERAS ;
Christine Kristof et **Laura Morosini**, co-présidentes de Chrétiens unis pour la terre ;
Thierry Mangeart, président de Institut religieux et solidarité internationale ;
Jean-Louis Marolleau, secrétaire exécutif de Réseau foi et justice Afrique Europe antenne France ;
Bertrand Ousset, président de Société de Saint-Vincent de Paul ;
Antoine Sondag, directeur du Service national de la mission universelle de l'Église ;
Jean-Luc Souveton, prêtre du diocèse de Saint-Etienne, coorganisateur des Assises chrétiennes de l'écologie ;
Mgr Marc Stenger, évêque de Troyes et président de Pax Christi France ;
Jérôme Vignon, président des Semaines sociales de France.

Sommaire

- 3 Préface
- 4 **Peut-on vivre sans essence et sans viande ?**
De notre vie quotidienne à la question du climat.
- 6 **Le climat et l'environnement, une question de justice sociale.**
Une invitation à repenser notre modèle de développement.
- 8 **Face à la nécessité du changement.**
La tentation des fausses solutions.
- 10 **Le défi climatique**, un défi spirituel.
- 12 **Porter des signes d'espérance**, une multitude d'alternatives.
- 14 **La nécessité d'une action politique.**
S'engager et se mobiliser à tous les niveaux.

Dans cette même collection :

- Chemins de fraternité
- Au service du bien commun
- À la rencontre du frère venu d'ailleurs
- Le défi de la paix
- Au cœur de la solidarité, la joie de l'Évangile
- L'économie au service de l'humanité

Préface

Réagir face aux dérèglements climatiques incite à un double émerveillement. S'émerveiller devant le courage imaginaire des individus et des peuples menacés de mort. Ils sont déjà au travail, les femmes et les hommes qui n'acceptent pas que certaines avidités humaines les condamnent à la noyade, aux sécheresses, à la faim, pire encore, à l'humiliation !

S'émerveiller devant la beauté de la Création, devant les paysages splendides et sans cesse renouvelés qu'elle nous offre gratuitement ; également devant sa régénération régulière qui invite à respecter son rythme, sa fragilité et ses besoins pour qu'elle reste féconde ; merveille aussi que les équilibres complémentaires qui permettent à chaque acteur de jouer son rôle en laissant à l'autre assez de place pour jouer le sien.

Accueillir ces émerveillements donnera à chacun la force de mettre en question ses habitudes de consommation et de constater qu'il détient une partie de la solution.

Il faut oser aller plus en profondeur pour découvrir les causes principales des dérèglements climatiques. C'est bien le développement de tous les êtres humains et de la personne tout entière qui est en cause. Les systèmes économiques dominants se trompent lorsqu'ils croient pouvoir, au nom d'une croissance infinie, augmenter ou même maintenir la consommation d'énergie fossile. Ou lorsqu'ils inventent de fausses réponses qui paupérisent davantage les paysans du monde entier. La spéculation et la quête du profit maximal pour quelques-uns rendent aveugle une Humanité pourtant avide de vrai bonheur.

Prendre conscience des questions que posent les dérèglements climatiques est une « opportunité » ! En ces temps historiques de métamorphoses, la communauté humaine et chacun de ses membres sont invités à retrouver le sens et la durabilité de leurs relations avec la nature, au service du bien commun.

Le trésor de la foi chrétienne se trouve lui-même interrogé. Il est bon qu'ensemble les chrétiens ne prétendent pas y trouver des solutions-miracles, mais qu'ils expérimentent pleinement l'alliance et la confiance que Dieu fait à l'Humanité : « *Tu as tant de prix à mes yeux* », s'exclame le Dieu de vie.

La Création est d'abord un geste d'amour au service non de la « dévoration » de la nature mais de sa pleine fécondité. Sur les chemins des drames que provoquent les dérèglements climatiques, les chrétiens unis rencontrent le souffle de l'Esprit. Il les pousse à aller vers les plus fragiles et à inventer une vie bonne pour tous. Le respect de la nature n'a alors rien à voir avec sa déification. Il invente un vrai chemin de solidarité planétaire.

Avec toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté et aux côtés d'autres acteurs de la société civile, les chrétiens se mobilisent pour que le temps de la 21^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21), en décembre à Paris, soit un temps d'appel à plus de courage politique et un temps d'actions de grâces, d'inventivité et d'espérance. Le défi est d'ouvrir un nouveau chemin de vie, loin des injustices, des inégalités et des déséquilibres écologiques de notre modèle de développement. ■

Peut-on vivre sans essence et sans viande ?

De notre vie quotidienne à la question du climat



Christian Petersen-Clausen/Gettyimages © CC-FD-Terre Solidaire

CITATION

« S'il faut dire la vérité, le vrai riche n'est pas celui qui a beaucoup amassé, mais celui qui n'éprouve pas le besoin de beaucoup de choses ; le vrai pauvre n'est pas celui qui ne possède rien, mais celui qui convoite tout : telle est la définition de la pauvreté et de l'opulence. »

Saint Jean Chrysostome

Peut-on aujourd'hui vivre sans essence et sans viande ? Cette question peut paraître surprenante : pour certains cela semble impossible, pour d'autres cela peut se vivre comme une réalité subie, pour d'autres encore cela peut sembler une évidence, relever d'un choix conscient de mode de vie. Pourtant c'est le type de questions que les enjeux environnementaux nous incitent à envisager sérieusement. Car par nos modes de vie, de production et de consommation, nous contribuons collectivement aux changements climatiques.

Les activités humaines entraînent une augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) présents dans l'atmosphère. Leur forte concentration amplifie le phénomène naturel de l'effet de serre et contribue à une hausse des températures (+ 0,85 °C en moyenne depuis 1880)¹. Les conséquences sont déjà à l'œuvre et risquent de s'intensifier : montée des eaux², acidification des océans, récurrence des sécheresses et changement du régime des pluies, fragilisation des écosystèmes... Afin de limiter ces effets le GIEC³ recommande de ne pas dépasser une hausse des températures de 2 °C. Cet objectif nécessite une réduction drastique de nos émissions de GES – de 40 à 70 % d'ici 2050 au plan mondial. Il ne pourra être atteint que si on change dès aujourd'hui nos politiques et nos modes de vie.

¹ Selon les scénarios du GIEC les plus pessimistes (soit une prolongation du niveau d'émission actuel), les températures pourraient augmenter de 4,8 °C en moyenne d'ici 2100.

Ce réchauffement n'est pas uniforme : une moyenne globale de + 4 °C signifie que l'on pourrait avoir plus de 10 °C aux hautes latitudes de l'hémisphère Nord.

² + 19 cm entre 1901 et 2010, + 82 cm d'ici 2100 si la trajectoire actuelle des émissions est maintenue.

³ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Changements climatiques au quotidien

Afin de permettre aux populations vulnérables et aux générations futures de répondre à leurs besoins, nous devons agir maintenant. Réduire nos émissions implique de revenir aux causes structurelles du problème : la plupart des économies fonctionne grâce à la combustion d'énergies fossiles (le pétrole, le charbon et le gaz), utilisés pour la production d'énergie, le chauffage, l'industrie, les transports... Au niveau mondial, ces différents postes représentent les principaux émetteurs de GES⁴. Nos économies occidentales, basées sur le postulat d'une croissance infinie, surconsomme des biens et services dont la production, l'acheminement, ou encore le conditionnement utilisent de l'énergie. Prenons le cas des appareils électriques : malgré la mise sur le marché de produits moins énergivores, la course à la consommation et l'extension des besoins tendent à accroître la demande d'énergie. La multiplication des appareils électroniques au sein des foyers, consoles de jeux, ordinateurs, tablettes, smartphones et autres « box » ont ainsi quasiment réduit à néant les baisses de consommation énergétique des produits électro-ménagers, comme les réfrigérateurs, lave-linge ou autres lave-vaisselles qui sont devenus moins gourmands en électricité (par exemple tous les appareils ménagers étiquetés A+ et au-delà). Autre exemple, les émissions liées aux loisirs et à la culture en France ont augmenté de 150 % entre 1990 et 2007 !

Ainsi, le nombre et le type de produits que nous acquérons, la façon dont nous nous chauffons, nous déplaçons ou nous éclairons peuvent avoir un impact fort sur le climat. De même, la façon dont nous nous alimentons est très importante. Les modes de production agricoles les plus productifs sont fortement émetteurs de GES, par leur utilisation massive de fertilisants et la consommation d'énergie liée à leurs besoins en équi-

pements. L'élevage animal, à cause de modes d'alimentation non autonomes, engendre une déforestation importante, notamment en Amérique du Sud, par l'importation de soja destiné au bétail. Ainsi, une simple substitution hebdomadaire de la consommation de viande issue de ces systèmes, par une alternative végétale, suivant les recommandations de l'École de santé publique d'Harvard, réduirait de 36 % les émissions de gaz à effets de serre de la production alimentaire.



Au-delà de notre quotidien

Trop souvent donc, nos pratiques quotidiennes sont déconnectées de leur impact sur notre prochain. Mais, au-delà de notre responsabilité en tant que consommateurs, l'urgence climatique révèle certaines failles du système mondial : les biens communs sont souvent accaparés par un petit nombre ; l'usage des ressources naturelles se fait sans considération de la finitude terrestre ; les choix politiques, nationaux ou internationaux, sont souvent guidés par les intérêts du secteur privé et ne répondent pas à la nécessité d'une véritable transition écologique et sociale. L'urgence climatique nous interpelle donc également en tant que citoyens. ■

⁴ Ces secteurs représentent respectivement 26 %, 19 % et 31 % des émissions mondiales de GES.

Le climat et l'environnement, une question de justice sociale

Une invitation à repenser notre modèle de développement

QUESTIONS POUR UN PARTAGE

Dans le Livre de la Genèse, les biens de la terre sont destinés équitablement à tous les Hommes qui y habitent, aujourd'hui et demain. Peut-on en faire une réalité ?

« Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre », disait Gandhi. Comment cette phrase résonne-t-elle pour moi après la lecture de ce texte ?

Les changements climatiques ne sont qu'un aspect de la dégradation générale de notre environnement. Les conséquences de cette détérioration ne se limitent pas aux frontières mais ses impacts, sociaux, économiques, politiques et sanitaires sont différents selon les personnes et les populations.

En effet, les plus démunis en sont les principales victimes car, très souvent, leurs moyens de subsistance dépendent directement de l'environnement et des ressources naturelles. La perte de la biodiversité perturbe par exemple les communautés forestières et côtières du Bangladesh qui y puisaient leur alimentation mais aussi les matériaux nécessaires à la construction de leurs habitations. Les défis auxquels nous sommes confrontés dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et de la pêche – dégradations des sols agricoles, hausse des prix des matières premières, raréfaction des ressources halieutiques – laissent présager de graves difficultés d'accès aux ressources pour les personnes les plus fragiles partout dans le monde⁵. Des données inquiétantes au vu des 5 millions de ménages

en situation de précarité énergétique en France qui arbitrent déjà entre se chauffer, se déplacer et se nourrir⁶.

En renforçant des inégalités sociales et économiques, ces dégradations environnementales amplifient directement ou indirectement les flux de migrations au Nord et au Sud. En 2005, 1 200 000 personnes quittent la Nouvelle-Orléans à cause de l'ouragan Katrina. Seulement un tiers d'entre elles est revenu par la suite⁷.

Ces détériorations contribuent aussi à créer de nouvelles inégalités, notamment sur le plan sanitaire et nutritionnel. Selon le Programme des Nations unies pour le développement, « la moitié des cas de malnutrition dans le monde sont dus à des facteurs environnementaux, comme la pollution de l'eau et la sécheresse, perpétuant un cercle vicieux d'appauvrissement des populations⁸ ».

Des responsabilités différentes

Dans de nombreux cas, les populations défavorisées sont les principales victimes des détériorations de l'environnement, alors qu'elles y ont moins contribué

⁵ Rapport sur le développement humain, *Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous*, PNUD, 2011, 202 p.

⁶ ONPE, Définitions, indicateurs, premiers résultats et recommandations, 2014, 40 p.

⁷ F. Gemmene, interview accordée à *Actu-environnement* le 7 septembre 2011. Il précise que « la plupart des migrations environnementales se font généralement sur des distances limitées, ce qui rend ces flux peu visibles aux yeux du grand public et des médias ».

⁸ Rapport sur le développement humain, *Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous*, PNUD, 2011, 202 p.

et sont moins en capacité de s'en protéger. Le mode de vie des pays à hauts revenus et des groupes sociaux les plus aisés dans le monde participe davantage à ces détériorations. Une réalité décrite par notre empreinte écologique⁹ : si tous les habitants de la Terre avaient une consommation moyenne équivalente à celle de la population du Canada, il faudrait 3 planètes et demie pour répondre à nos besoins, contre moins d'une planète pour une consommation moyenne égale à celle de la population bolivienne. Mais, on constate aussi que 10 % des Canadiens dont les revenus sont les plus élevés ont une empreinte écologique en moyenne 2 fois et demie supérieure à celle des 10 % des Canadiens les plus pauvres. En plus d'un problème de redistribution, cette situation illustre les effets d'un modèle de développement non viable compte tenu des ressources limitées de notre planète. Elle appelle à un renouveau de la justice sociale et à un renforcement de la solidarité, non pas pour les pauvres mais avec et à partir d'eux. Dans son encyclique de 2009, Benoît XVI écrit que l'environnement naturel « a été donné à tous par Dieu et son usage représente pour nous une responsabilité à l'égard des pauvres, des générations à venir et de l'humanité tout entière »¹⁰. Il invite à renouveler l'interprétation du principe de la « destination universelle des biens » issu de la pensée sociale de l'Église catholique pour y intégrer les générations futures. L'enjeu est de taille, car il en va aussi de la paix. Les conséquences des changements climatiques et les frustrations liées à un accès inéquitable aux ressources contribuent à aggraver des crises existantes (par exemple, la crise du Darfour a coïncidé avec une grande sécheresse) et à provoquer des conflits violents. ■



Pascal Deloche/Gedong © CCFD-Terre Solidaire

TÉMOIGNAGE

« Dans la précarité énergétique, il y a une part de responsabilité personnelle et une part de responsabilité collective. Si on ne dit pas que je suis responsable dans ce qui m'arrive, je ne trouve pas de solution, je ne peux rien faire. » - Paroles d'une personne en situation de précarité, « Manger ou se chauffer, il faut choisir ! »

Revue Projet, n° 344, février 2015, p. 15-18.

⁹ Indicateur qui évalue les ressources naturelles nécessaires pour produire ce que consomme un individu, une population ou une activité et pour assimiler les déchets correspondants, en les ramenant conventionnellement à la surface de la Terre qui permet de les fournir (Journal officiel du 13 juillet 2012).

¹⁰ Benoît XVI, encyclique *Caritas in Veritate*, § 48.

Face à la nécessité du changement

La tentation des fausses solutions

Dans son encyclique Laudato si', le pape François écrit : « Il ne suffit pas de concilier, en un juste milieu, la protection de la nature et le profit financier, ou la préservation de l'environnement et le progrès. Sur ces questions, les justes milieux retardent seulement un peu l'effondrement. Il s'agit simplement de redéfinir le progrès. Un développement technologique et économique qui ne laisse pas un monde meilleur et une qualité de vie intégralement supérieure ne peut pas être considéré comme un progrès. » (§ 194). Les déséquilibres écologiques et les changements climatiques sont l'une des conséquences du modèle dominant de développement. Ce « modèle » mise sur un système économique marqué par la libéralisation des échanges et la globalisation des marchés, où les intérêts privés l'emportent souvent sur l'intérêt général et la logique d'exploitation des ressources naturelles et énergétiques n'est pas viable. Ce constat invite à un changement global du modèle de développement.

TÉMOIGNAGE

Tatiana Roa Avendano, coordinatrice générale de Censat Agua Viva, ONG colombienne partenaire du CCFD-Terre Solidaire, parle des conséquences de la promotion de la production d'agro-carburants en Colombie pour satisfaire la demande internationale : « Les grandes plantations productrices des matières premières comme la canne à sucre et la palme africaine se sont étendues de manière importante dans le pays. Avec l'arrivée massive d'entreprises nationales et internationales ainsi que la colonisation de leur territoire, les peuples indigènes se sont retrouvés cantonnés dans des "réserves" ; les familles paysannes se retrouvent quant à elles de plus en plus isolées, entourées de monocultures, et doivent affronter les dégâts environnementaux causés par ces plantations, avec des fumigations aériennes de pesticides qui contaminent la terre et l'eau ».



Mikkel_Barker/Stock © CCFD-Terre Solidaire

Un certain nombre de « solutions » sont avancées ces dernières années par les décideurs politiques et économiques au nom de la lutte contre les changements climatiques. Trop souvent, elles ne répondent pas à la radicalité du changement requis et à la nécessité absolue de redonner toute leur place aux populations locales et aux territoires, et de respecter la liberté de chaque peuple ou communauté de choisir sa voie. C'est ce que désigne l'expression de « fausses solutions » utilisée par nombre d'organisations de la société civile. Elle renvoie à une diversité de mobilisations : contre les OGM, les agro-carburants industriels, la finance et la compensation carbone, les grands barrages hydro-électriques, le charbon « propre », etc.

Se donner les moyens de discerner

Face aux solutions mises en avant, deux questions peuvent permettre de guider la réflexion.

D'abord, les « solutions » proposées permettent-elles de s'attaquer aux causes structurelles des changements climatiques ?

Prenons un exemple. En 2014, plusieurs États, institutions internationales et acteurs non gouvernementaux se sont engagés dans une « Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat ». L'objectif affiché est, au travers d'une instance dédiée, de participer à la Création d'un environnement politique et économique favorable au développement d'une agriculture compatible avec la lutte contre les changements climatiques. Mais derrière cette ambition se profile la caution apportée au modèle agro-industriel à grande échelle, intensif en capital, en intrants chimiques et en énergies fossiles, et aux « solutions » des grands acteurs privés de l'industrie agro-alimentaire (comme les OGM, organismes génétiquement modifiés). Or cette agro-industrie est la principale responsable des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole ; et les « solutions » de l'agro-business viennent mettre en danger les agricultures familiales paysannes, pourtant les plus pertinentes face au double défi climatique et alimentaire. C'est un changement profond du modèle agricole qui est aujourd'hui nécessaire, en faveur de ces agricultures familiales et paysannes et du développement de pratiques agro-écologiques ancrées dans les territoires.

Ensuite, les « solutions » proposées ont-elles été construites sur une base démocratique et en cohérence avec l'objectif de justice sociale ?

Prenons un autre exemple. Le développement des agro-carburants industriels bénéficie de politiques de soutien, notamment en Europe au nom de la lutte contre les changements climatiques dans le secteur des transports. Pourtant, ces politiques menacent la sécurité alimentaire des populations du Sud. En effet, le schéma de production de ces agro-carburants (monocultures intensives à grande échelle et à vocation exportatrice) vient concurrencer – et souvent expulser – les agricultures familiales et les cultures vivrières locales. Même l'intérêt « climatique » de ces politiques, qui contribuent à la déforestation, est questionné. Peut-on accepter qu'une « solution climat » se traduise par une pression accrue sur l'environnement et à une violation des droits des populations locales ? On parle ainsi de « fausses solutions » pour désigner cette multitude de projets imposés « d'en haut », dans un objectif de recherche de nouveaux marchés pour des grands acteurs privés du système économique mondialisé : elles ne sont pas pensées par et pour les populations locales. ■

QUESTIONS POUR UN PARTAGE

Comment déterminer qu'une pratique/politique mise en œuvre au nom de la lutte contre les changements climatiques constitue une bonne ou une mauvaise solution ?

Quelles expériences vécues sur nos territoires pouvons-nous partager à ce propos ?



Andrizej Stajer / iStock © CCFP-Terre Solidaire

Le défi climatique

Un défi spirituel

Et si nous comprenions les crises écologique et climatique comme des « défis » ? Bien sûr, le mot « crise » a sa valeur. En grec, il signifie « jugement », et il est vrai que ces problématiques pointent les conséquences néfastes de notre système et de notre mode de vie. Mais s'arrêter à la crise, c'est s'en tenir à la sentence... par où donc est la sortie ? Parler de défi, c'est inviter à penser plus loin et à agir – un défi, ça se relève ! C'est reconnaître le problème en cherchant une solution. Le défi interpelle, stimule, met en route. Comment penser le défi climatique comme un défi d'espérance pour notre foi chrétienne ?

Confesser Dieu, le monde et l'humain

Le défi que posent les changements climatiques n'est pas simplement (géo)politique, économique et technique. Nous pouvons y reconnaître également un défi spirituel. Ne nous sommes-nous pas fourvoyés en nous voyant comme les maîtres et possesseurs d'une nature destinée à nous servir ? À la suite des saintes Écritures, nous confessons le monde comme Création de Dieu, dans laquelle s'épanouit la vie et se laisse appréhender le divin (*Gn 1,1-2,25*). Nous croyons donc faire partie intégrante de cette très bonne Création et reconnaissons que les destins de la nature et de l'Humanité sont intimement interdépendants. À ce propos, les textes bibliques nous enseignent que Dieu nous a remis l'in-

Comment être porteur d'espérance auprès de nos contemporains, malgré la gravité des dérèglements climatiques ?

En quoi les défis auxquels nous faisons face peuvent-ils enrichir notre vie spirituelle ?

tendance « fidèle et prudente » (Lc 12,42) de la Création. Protéger l'humain, c'est protéger la Création, et protéger la Création, c'est protéger l'humain.

Ouvrir nos yeux par la contemplation

Les changements climatiques sont donc le signe d'un aveuglement spirituel. Mais les écailles peuvent tomber de nos yeux : nous nous voyons comme intimement liés à la Création, et reconnaissons Dieu dans sa beauté. Dans nos sociétés de plus en plus urbanisées et pressées, nous sommes invités à prendre le temps, à sortir à la rencontre de la Création et à fréquenter les Écritures – et pourquoi pas joindre les deux, en lisant la Bible dans la nature ! Là, par la contemplation et la méditation, avec l'aide de l'Esprit Saint, nous pouvons être menés à une renaissance spirituelle. Reconnaissance pour le donné, qui mène à la réalisation de la responsabilité de protéger et de transmettre. Humilité, car la Création ne s'épuise pas par la connaissance scientifique, ni ne se maîtrise parfaitement par la technique. Ses forces et son mystère nous dépassent.

Un chemin de conversion

Pour relever le défi climatique, nous devons relever aussi un défi spirituel : celui de la conversion des représentations et des modes de vie. L'esprit de conversion, dans la spiritualité chrétienne, appelle une mutation en profondeur, un retournement de l'être qui touche et dépasse à la fois les questions environnementale et climatique. L'amour du prochain, qui englobe les générations futures, prend le pas sur l'égoïsme. La collaboration transcende l'esprit de compétition. La sobriété répond aux appétits de la surconsommation. Le partage limite les inégalités. Cette conversion individuelle s'accomplit dans une « charité politique » qui nous mène à interpeler collectivement nos gouvernants. Par le jeûne, la prière et l'engagement, nous pouvons être menés à une vie nouvelle qui ouvre l'avenir à la possibilité d'une société durable, juste et pacifique. Un tel « chemin de Damas écologique » repose sur une solide espérance, une foi en l'impossible – ce sont l'espérance et la foi du matin de Pâques, dont nous sommes les témoins. ■

CITATION

« Car la Création attend avec impatience la révélation des fils de Dieu : livrée au pouvoir du néant (...) elle garde l'espérance, car elle aussi sera libérée de l'esclavage de la corruption, pour avoir part à la liberté et à la gloire des enfants de Dieu. » (Rm 8,18-21)

Porter des signes d'esérance

Une multitude d'alternatives

QUESTIONS POUR UN PARTAGE

Voyez-vous des expériences autour de vous qui changent notre façon de vivre et qui sont porteuses d'esérance ?

Quel pas suis-je personnellement prêt à faire et à encourager autour de moi dans mon quartier ou sur mon lieu de travail ? Et jusqu'où j'accepte d'aller ?

Une partie des bouleversements environnementaux en cours sont irréversibles. Ils sont peut-être aussi le « moment opportun » (kairos en grec) pour construire autre chose et redéfinir ensemble ce qu'est une « vie bonne » ! De nouvelles manières de faire, de s'organiser, de se déplacer, d'habiter, de consommer, de produire, de vivre-ensemble... témoignent d'une transformation porteuse de joie de vivre et d'esérance.

Agir individuellement

Choisir une **alimentation** qui provient des circuits-courts, plus proches de leurs lieux de production et des agriculteurs paysans, permet de réduire les kilomètres parcourus, de développer une économie locale et socialement équitable. C'est le cas des Amap (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), dont la majorité pratique une agriculture biologique et où la solidarité prime avec le producteur. Le consommateur achète à l'avance une part de la récolte sur une longue durée, en retour l'agriculteur s'engage à fournir, à un prix fixe, des produits respectant une charte de qualité. Les jardins solidaires permettent aussi de promouvoir l'accès du plus grand nombre à une alimentation de qualité et peu coûteuse, tout en ayant un impact faible sur le climat. Amap et jardins sont parfois l'occasion de soutenir aussi des activités de réinsertion et d'éducation, de contribuer à de nouvelles solidarités. Une alimentation moins riche en viande permet également de réduire les émissions de GES.

Dans l'**habitat**, il est possible de réduire ses consommations d'eau et d'énergie par des changements de pratiques ou des travaux, de choisir ses matériaux de construction en prenant en compte leur provenance et leurs composants. On peut opter pour un autre fournisseur d'**énergie** – Enercoop, par exemple, est une coopérative qui fournit une électricité issue d'énergies renouvelables – ou encore aller vers de « l'habitat partagé », où la mise en commun de certains équipements et consommations devient plus facile. La logique est la même en ce qui concerne la mobilité, le jardinage, le bricolage ou les textiles : il s'agit de réduire notre impact en consommant moins et en produisant autrement, la technique n'étant qu'une partie de la solution. Le pedibus (forme de « bus » de ramassage scolaire piéton), les transports en communs, l'auto-partage, le covoiturage, les Repair cafés, les plateformes d'échanges, etc., permettent de mutualiser les usages, de réduire les dépenses des ménages et bien souvent de renouer des liens sociaux.

Bien sélectionner sa **banque** c'est aussi choisir ce que l'on fait de son épargne ; les banques sont nombreuses à investir dans des activités très polluantes. La Nef, le Crédit coopératif (et autres) proposent davantage d'utiliser vos dépôts pour des activités socialement utiles (environnement, éducation, insertion...) et de vous en rendre compte.



Listes d'alternatives et guides :

colibris-lemouvement.org

tourdefrancedesalternatives.fr

bastamag.net/La-carte-de-France-desspirale.attac.org

mescoursespourlaplanete.com/Labelsrac-f.org/
Sensibilisation-information-du123veggie.fr

ademe.fr

350.org

coalitionclimat21.org

Agir collectivement

Au-delà des écogestes, toutes ces initiatives menées en tant que citoyens et « consom'acteurs » auront davantage de portée encore si elles sont reprises par vos institutions, administrations et entreprises. Il s'agit aussi de **modifier notre organisation collective**, nos infrastructures, afin de nous rendre moins captifs d'un mode de vie insoutenable.

Le Conseil œcuménique des Églises et d'autres organisations confessionnelles ont par exemple « désinvesti »¹¹ leurs placements des industries exploitant des énergies fossiles. D'autres interviennent, en tant qu'actionnaires, pour interpellier les dirigeants notamment sur les pratiques et investissements de leur entreprise lors de l'assemblée générale. Des municipalités, comme la commune de Loubeyrat ou la ville de Saint-Étienne, s'engagent à fournir une alimentation issue de l'agriculture biologique dans leurs restaurants scolaires. Des villes comme Grenoble, Metz ou Elbeuf, se sont saisies des régies municipales pour être approvi-

sionnées en électricité par des entreprises locales, leur laissant le choix du type d'énergie qu'ils distribuent. Les monnaies locales comme l'Eusko au Pays basque, le Sol Violette à Toulouse et la Pêche à Montreuil, peuvent redynamiser l'économie locale et favoriser les circuits-courts : leur utilisation étant restreinte sur un territoire et leur épargne impossible, elles font vivre l'économie réelle et évitent toute spéculation.

Par ailleurs, des collectifs et des réseaux mettent en lien ces différentes initiatives portées par les citoyens sur les territoires afin de leur donner une cohérence et de montrer qu'elles participent à la construction d'une société plus conviviale. Le réseau Alternatiba (alternatiba.eu) organise par exemple des « villages d'alternatives » sur des territoires en particulier.

Ces solutions ont certainement des contradictions auxquelles il faut être attentif. Cela n'affaiblit pas leur pertinence : elles cherchent à faire société autrement, à trouver l'unité sans uniformité. ■

¹¹ La campagne pour le désinvestissement, initiée par l'association 350.org, vise à pousser les détenteurs de capitaux à se défaire de leurs investissements dans les entreprises liées à l'exploration ou à l'exploitation des hydrocarbures (pétrole, charbon et gaz naturel).

La nécessité d'une action politique

S'engager et se mobiliser à tous les niveaux



Le caractère global des changements climatiques impose une réponse politique sur le plan international, sur le long terme. Depuis l'adoption d'une Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 1992, des négociations rassemblent chaque année 195 États lors des Conférences des parties (COP) afin de décider de solutions à un tel niveau. La 21^e rencontre se tiendra à Paris, en décembre 2015. Ce processus est souvent blâmé pour son inefficacité et sa lenteur. Alors dans quelle arène intervenir ? À quelle échelle ? Quel est le rôle du citoyen dans l'avènement de politiques favorables au climat ? Que peut donc la gouvernance mondiale face à l'impératif de changement global de modèle dont témoigne la crise climatique ?

La responsabilité des États

Depuis 1995, les 195 États signataires de la CCNUCC se retrouvent tous les ans afin de définir leurs engagements en matière de lutte contre les changements climatiques. Ce système de gouvernance porte en lui une dimension de justice chère aux chrétiens dans la mesure où tous les pays, y compris les plus pauvres, sont représentés et où les parties doivent agir « sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives » (article 3, §1). Dans cette perspective, le protocole de Kyoto, ratifié en 1997, a engagé collectivement les pays développés signataires de la CCNUCC à réduire leurs émissions d'environ 5 % d'ici 2012, par rapport aux

niveaux de 1990. En 2012, cette période d'engagement s'est achevée et a été prolongée dans la douleur. Aucun accord global et contraignant n'a abouti par la suite. Mais ce processus pourrait être bien plus fécond si les États, dont il convient de rappeler la responsabilité et le rôle décisif, étaient prêts à insuffler plus de volonté politique dans les négociations.

L'objectif affiché de la COP21, qui aura lieu en décembre 2015 à Paris, est d'aboutir à un accord universel engageant tous les pays dans des actions de lutte contre les changements climatiques. L'une des difficultés est de trouver un accord qui soit, d'une part, à la hauteur des enjeux (nous plaçant au plus sur la trajectoire collective des 2° C), d'autre part, équitable pour tous, reflétant les responsabilités, capacités et besoins de chacun. D'où l'importance d'un accord négocié à 195 voix, incluant les plus vulnérables. D'où sa difficulté aussi, quand les lobbies privés s'invitent à la table des discussions pour faire valoir leurs intérêts et quand d'autres négociations sensibles ont lieu simultanément (accords de libre-échange, négociations sur le financement du développement...). C'est notamment pour ces raisons que, au lieu d'aller vers un projet plus exigeant que Kyoto, l'Accord de Paris risque de déboucher sur un accord a minima, avec des engagements plus faibles encore. Une telle situation souligne la nécessité d'une mobilisation citoyenne pour inciter les États à s'engager sur des objectifs ambitieux, cohérents avec les exigences de justice climatique, de transition écologique et sociale ainsi que de solidarité internationale.

Mobilisation citoyenne

Pour important que soit un accord inclusif, le changement de modèle décrit exige l'engagement de toutes

les sociétés. Car une transformation structurelle suppose que l'ensemble des acteurs s'y engage, citoyens, ONG, mouvements sociaux, entreprises et collectivités territoriales, mouvements d'Église et spirituels... L'urgence nous contraint à développer un nouvel imaginaire, de nouvelles alternatives et de nouvelles formes d'engagements.

Au-delà de la nécessaire interpellation des responsables politiques, au niveau local comme national, les alternatives citoyennes sont un moyen de leur signifier que nos sociétés sont demandeuses d'un changement radical qu'elles mettent déjà en pratique.

D'où l'importance des engagements dans des projets locaux et communautaires, conjugués à des appels à la redevabilité des acteurs politiques et économiques... Il s'agit de remettre les politiques au service de la communauté et les citoyens au centre des politiques et des mécanismes de prises de décision, avec pour horizon le bien commun.

Face aux défis environnementaux globalisés, les Églises chrétiennes doivent renouveler la Parole qu'elles transmettent : rappeler la fraternité comme socle incontournable de l'accueil inconditionnel, la justice pour les plus humbles comme horizon de toutes solidarités, la paix pour tous comme condition de la « vie bonne », la simplicité et la gratuité comme ferments d'une espérance renouvelée. Des Églises diaconales ancrées avec ferveur dans la Parole qu'elles transmettent sauront alors faire les gestes et poser les signes du monde nouveau auquel elles croient avec confiance. ■

« La vision spirituelle du monde nous dicte le respect de la Création de Dieu, puisque notre rapport aux choses matérielles reflète nécessairement notre rapport à Dieu. »

Patriarche œcuménique Bartholomée

« Aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous empêcher de reconnaître qu'une vraie approche écologique se transforme toujours en une approche sociale, qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres. »

Pape François, encyclique Laudato si', § 49

« Le temps de la justice climatique est venu ; quand la Création est menacée, les Églises, les chrétiens sont appelés à se faire entendre et à agir pour exprimer leur attachement à la vie, à la justice et à l'amour. »

Conseil œcuménique des Églises, 2015

Réf. 5/15015 / Dépôt légal : juillet 2015 / Document imprimé sur papier recyclé / Comité de rédaction : Nicolas Kazarian, Jean Pierre Rive, Eliana Laísada, Marie Drique, Martin Kopp, Sarah Fayolle, Stéphane Duclos, Imjille Johamm / Responsable de production : Emmanuel Cauchois, CCFD-Terre Solidaire - 4, rue Jean-Lantier - 75001 Paris / Secrétaires d'édition : Gaëlle Vachet, Kouté Gnyové / Conception graphique : Étienne Sans-Frappier - Claire Robert / photos : de couverture : chiaratomasari/Fotolia © CCFD-Terre Solidaire / 4^e de couverture : Pascal Deloche/Godong © CCFD-Terre Solidaire / imprimé : ETC-INN / Le CCFD-Terre Solidaire est adhérent Écotoile.

